

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à la commercialisation des capacités de transport entre les zones Nord de GRTgaz, Sud de GRTgaz, TIGF et l'Espagne disponibles à compter du 1^{er} avril 2014

Position d'ArcelorMittal Energy

Question 1 : Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ? Considérez-vous que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud soit adéquate ?

Q1: Oui. ArcelorMittal Energy est en faveur de la commercialisation de capacité sur une base pluriannuelle avec la possibilité de souscrire chaque année séparément sous réserve que nos propositions exposées en réponse aux questions 2 et 3 soient acceptées.

Question 2 : Etes-vous en faveur d'une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit semestriel de recalage à compter du 1er avril 2014 à la liaison Nord-Sud?

Q2: Nous sommes en faveur de garder 2 phases avec :

- Une première phase avec une exclusivité pour les expéditeurs titulaires d'un contrat de raccordement.
 - o Cette phase doit permettre à tous ces titulaires de couvrir leurs engagements de livraison
 - o Les engagements de livraison doivent être définis sur base de :
 - Soit les capacités de transport réservées (portefeuille le plus récent au moment de la souscription)
 - Soit l'historique de consommation
- Une deuxième phase
 - o Les participants à la première phase (qui n'auraient pas pu couvrir l'entièreté de leurs besoins de livraison) devront avoir la possibilité de participer à la seconde phase
 - o Ceci permettra en outre à ces derniers d'être en mesure d'adapter un portefeuille de fourniture & d'approvisionnement en cours de période
 - o cette flexibilité nous apparait comme un complément indispensable. Elle doit être proposée pour éviter les surcoûts économiquement excessifs et préjudiciables au consommateur final.

Question 3 : Etes-vous favorable aux modalités de commercialisation envisagées ?

Q3 :

- Nous ne sommes pas en désaccord avec le facteur de développement (1.3) pour les participants à la seconde phase dans la mesure où les industriels auront :
 - o 1) soit obtenu la totalité des capacités demandées dans la première phase
 - o 2) soit pourront participer la seconde phase avec application du même facteur de développement
- Nous sommes d'accord avec le calendrier proposé : Octobre pour l'allocation du produit semestriel: Oct13 - Mars14. Nous sommes d'accord avec la solution proposée, à savoir la commercialisation de la totalité des capacités semestrielles au tarif régulé.

Question 4 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la Commercialisation des capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Q4: Comme pour le produits semestriel, une première phase devrait permettre aux titulaires d'un contrat de raccordement d'obtenir les volumes utiles à la couverture de leurs engagement de livraison, et ceci **au prix régulé**. Nous pensons qu'une enveloppe maximum de 23 GWh/j n'est pas suffisante pour la couverture de ces besoins pour tous les titulaires. Une seconde phase avec un système d'enchères tel que proposé permettra de mettre sur le marché les capacités ferme restantes ainsi que la totalité des capacités interruptibles. Les participants à la première phase doivent également être en mesure de participer à la seconde phase.

Question 5 : Etes-vous favorable à la règle de limitation des demandes individuelles au tiers de la Capacité commercialisée ?

Q5: Oui.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de commercialiser en mars 2014, les Capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Q6: Oui

Question 7 : Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels ?

Q7: Nous pensons qu'il est important d'inciter les fournisseurs à apporter du gaz à Montoir afin d'affermir un plus grand volume de capacités interruptibles et donc d'optimiser l'utilisation du réseau. La proposition d'Elengy ne nous paraît pas être la bonne option dans la mesure où elle ne nous permet pas à l'avance de connaître la qualité finale des capacités interruptibles qui seront commercialisées (fermes ou non). Nous ne sommes pas non plus en faveur de la proposition de GRT de redistribuer aux expéditeurs une partie de l'excédent de Montoir car elle ne permet pas à coup sûr que du LNG soit injecté à Montoir.

Nous sommes d'avis que la CRE intervienne pour obliger des acteurs nationaux actifs dans le marché LNG d'apporter du gaz à Montoir afin de rendre optimale la conversion de capacités interruptible en ferme.

Cette obligation devrait plus largement porter sur l'ensemble des terminaux LNG de la zone Sud afin d'optimiser l'approvisionnement de la zone Sud et donc résoudre, à la source, le problème de la congestion, d'indisponibilité de capacité Nord/Sud et de l'écart de prix important entre zones Nord et Sud.

Il est important que l'ensemble des fournisseurs respectent leurs engagements de livraison long terme sur tous ces points d'approvisionnement.

Question 8 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour l'allocation des capacités Sud vers Nord ?

Q8: Nous sommes d'avis de d'appliquer les mêmes règles que celle que nous avons énoncé plus haut pour les capacités Nord vers Sud. Une première phase devrait permettre aux titulaires d'un contrat de raccordement d'obtenir les volumes utiles à la couverture de leurs engagements de livraison, et ceci au prix régulé. Nous pensons qu'une enveloppe maximum de 23 GWh/j n'est pas suffisante pour la couverture de ces besoins pour tous les titulaires.

Une seconde phase avec un système d'enchères tel que proposé permettra de mettre sur le marché les capacités fermes restantes ainsi que la totalité des capacités interruptibles. Les participants à la première phase pourront également participer à la seconde phase (idem réponse Q1&Q2)

Question 9 : Pensez-vous que les capacités interruptibles consacrées au couplage doivent être maintenues à compter du 1^{er} avril 2014 ?

Q9: Non, nous ne sommes pas en faveur de maintenir la commercialisation de ces capacités de couplage car elle favorise les acteurs qui sont actifs via la bourse d'échange Powernext. Un tel mécanisme réduit également l'enveloppe totale de capacité disponible sur les produits longs terme.

Question 10 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour les capacités au PIR Midi à compter du 1^{er} avril 2014 ?

Q10: ok

Question 11 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour les capacités à compter du 1^{er} avril 2014 à Larrau et à Biriou ?

Q11: ok. Nous sommes d'avis que la même règle de priorité soit appliquée que pour la phase 1, c'est-à-dire priorité aux titulaires d'un contrat de raccordement avec obtention des capacités à hauteur de leurs engagements de livraison au tarif régulé.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?

Q12: Nous partageons la vision défavorable de la CRE. Nous ne sommes pas favorables à cette proposition.

Question 13 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?

Q13: Nous partageons la vision défavorable de la CRE. Nous ne sommes pas favorables à cette proposition.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes à la liaison Nord-Sud soient intégralement redistribués, sur une base annuelle, aux expéditeurs livrant les consommateurs du sud de la France ?

Q14: Oui nous sommes d'accord avec cette proposition dans la mesure où les titulaires d'un contrat de raccordement auront effectivement la possibilité d'obtenir en priorité des capacités fermes à hauteur de leur engagement de livraison. Ce mécanisme permettrait d'éviter que les fournisseurs qui ont aujourd'hui le monopole de la fourniture de la zone Sud ne pas surenchérir le prix proposé lors des de la phase d'enchère pour être assuré de remporter la majorité des volumes. Un tel schéma permettrait de permettre le développement de nouveaux acteurs et donc, également, la mise en place d'un marché concurrentiel sur la zone Sud.

Question 15 : Préférez-vous une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites ou aux volumes livrés ?

Q15 : Nous sommes en faveur d'une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites en zone Sud.

Conclusion :

Pour souligner la démarche actuellement entreprise par le gouvernement, il est absolument essentiel de garantir **aux industriels gazo-intensifs** les volumes nécessaires de capacité **au tarif régulé** et **à hauteur de leurs besoins de livraison**. Ceci est la condition sine qua non au maintien de la compétitivité de ces industries dans la zone Sud. Cette problématique doit être prise en compte dès maintenant et devra être considérée dans l'établissement dans ces nouvelles règles de commercialisation des capacités NS.